

LES BÉNÉFICIAIRES DU FILET SOCIAL N'ONT PAS DE COUVERTURE RETRAITE

Un drame humain à grande échelle

Il y a des centaines de milliers d'Algériens qui sont «employés» au titre du filet social, des jeunes et des moins jeunes, percevant une allocation de misère. S'ils sont déclarés à la Sécurité sociale — ils le sont partiellement —, ils n'ont droit qu'à la couverture «assurance maladie» : l'Etat qui cotise pour eux les a exclus du droit à la retraite. Terrible injustice sociale ! Des années de filet social très mal payées partant ainsi en fumée et sont autant d'années perdues pour la retraite.

«Je suis une Algérienne âgée de 58 ans, je suis désespérée et j'ai peur de l'avenir. J'ai encore trois enfants à ma charge, je n'ai pas d'autres ressources que 3 000 DA que je perçois en étant employée dans le cadre du filet social. On n'est pas couvert par la caisse de retraite. Pourquoi? Ould Abbès peut-il faire quelque chose ? Le Président

peut-il jeter un coup d'œil vers cette tranche de la société qui souffre en silence ? Mon père est décédé, j'ai demandé ce qui me revient de droit (la pension) on me l'a refusé pour me dire : vous êtes affiliée à la caisse. Quelle caisse ? Etant jeune, j'ai travaillé 11 ans et quelques mois. Dans le cadre du filet social, cela fait dix ans. Pour ma retraite,

te. Les «moins jeunes» du filet social sont de plus en plus préoccupés par leur droit à la retraite et découvrent avec effroi que ça n'est pas pour eux. A l'exemple de ce témoignage que nous publions ci-dessous : celui d'une femme qui a déjà dépassé l'âge de la retraite (l'âge légal est de 55 ans pour les femmes). Il est temps, du côté du ministère de la Solidarité, de trouver une solution qui réparera cette énorme injustice. Djilali Hadjadj

que va-t-il se passer ? Aurais-je une retraite qui m'aiderait à vivre dans la dignité ? Ou bien serais-je obligée d'aller mendier ? Et mes enfants vont-ils finir leur scolarité ? Mon ex-mari est au chômage et je n'ai pas de pension alimentaire. Aidez-moi à y voir clair. Merci. M^{me} Amina El Karya, Zeralda

TÉMOIGNAGE.....
Un retraité «vivant» déclaré décédé par une caisse française

Ancien collaborateur de votre publication, je viens respectueusement solliciter de votre haute bienveillance l'opportunité d'inscrire dans la rubrique «Soir Retraite» le présent écrit dans lequel je dénonce le comportement inadmissible de la caisse de retraite française.

Voici les faits
Au titre de quelques années de travail en France, je bénéficiais d'une pension de retraite attribuée par la Caisse de retraite française, et ce, depuis 1994. En juin 2008,

la caisse de retraite, par la plume d'une certaine Trocellier, me déclare sans preuve aucune décédé et procède à la suppression de la pension. Mes protestations, un certificat de vie fourni par l'APC de Ben-Aknoun, n'ont donné aucun résultat, et la situation demeure inchangée (pension supprimée) à ce jour. Je ne suis pas le seul dans ce cas. Je souhaite l'insertion de mon écrit, afin que soit porté à la connaissance des autorités concernées le mépris avec lequel l'institution incriminée traite les retraités algériens. Dembri Ahmed Ben-Aknoun, Alger

————— Courrier des lecteurs —————

«D'après les dires...»
Je suis veuve de chahid, je perçois une pension de veuve + une retraite d'un montant de 108 000 DA par trimestre. Mon défunt mari était commissaire politique avec grade d'officier. D'après les dires des uns, les veuves des officiers de l'ALN touchent une retraite plus consistante que celles de veuves des djoundis et des sous-officiers. Si c'est le cas, je vous prie de m'orienter pour l'obtention de mes droits. M^e V^{me} Azaghar Fatma, Béjaïa

RÉPONSE : «D'après les dires des uns...» : laissez-les dire ! Le montant des pensions que vous percevez correspond à ce que la loi vous donne droit.
Majoration pour conjoint à charge
Je suis sorti en retraite anticipée en 1996 et j'ai été mis à la disposition de la CNR à partir du 1^{er} juillet 1996. Concernant la majoration conjoint, on me donne 1 000 DA au lieu de 1 730 DA. A ce sujet, je vous demande de bien vouloir m'éclaircir sur ce point. Akkal Abdelkader, Saïda

RÉPONSE : La majoration pour conjoint à charge a été «revalorisée» depuis quelques mois, elle est passée de 1 000 à 1 200 DA.

Un fils de chahid retraité réclame ses «2 catégories salariales»
Je suis fils de chahid, je suis retraité depuis mai 2001 du secteur sanitaire d'El-Affroun et jusqu'à ce jour je n'ai pas bénéficié des 2 catégories octroyés par le décret 39-40-42 n°7.99 du 05/02/1999 et la lettre d'application n°008179 du 3 août 2008 du ministre des Finances. Après maintes lettres envoyées au secteur sanitaire d'El-Affroun, au directeur de la CNR de Blida et à la direction des enfants de chouhada de Blida, ma situation demeure, jusqu'à ce jour, sans écho. J'espère, par le biais de la rubrique «Soir Retraite», voir le jour se lever. Ghaïb Abdelkader, Oued-El-Alleug

RÉPONSE : Si vous considérez que la circulaire d'application en question vous donne droit à une révision de votre pension de retraite (par l'actualisation du salaire de référence «complète» par les 2 catégories salariales) et que la CNR vous refuse cette révision, vous pouvez introduire un recours auprès de cette même CNR. Mais êtes-vous sûr que cette circulaire a un effet rétroactif ?

A la recherche d'une expertise médicale
Je viens travers ces colonnes vous demander des informations sur le cas suivant, suite à une expertise médicale effectuée le 02/09/2008 pour révision de taux d'IPP (*) concernant l'accident de travail : - Est-il possible que la Cnas refuse la remise d'une copie de la conclusion d'expertise réservée aux assurés ? - Est-ce que le résultat de l'expert peut-il être remis en cause par la Cnas ? Bouzid Aïssa, Ouzellaguen, Béjaïa (*) IPP : Incapacité partielle permanente

RÉPONSE : La Cnas sollicite une expertise médicale et le contrôle médical de cet organisme est souverain pour la décision finale. Si vous contestez cette décision, vous avez droit au recours.

Quels droits pour 8 années de cotisation ?
Je suis une dame âgée de 51 ans ayant travaillé dans une société nationale, aujourd'hui dissoute, pendant une durée de 8 ans, soit de 1985 à 1993. Actuellement, je suis femme au foyer. Pourrais-je bénéficier d'une retraite ? Si tel est le cas, comment m'y prendre ?

RÉPONSE : Pour bénéficier d'une pension de retraite, une femme salariée doit faire valoir 15 années de cotisations sociales et être âgée de 55 ans (âge de départ réduit d'une année par enfant à charge). Vos «8 années» de travail ne vous donneront droit qu'à une allocation de retraite (25% du salaire de référence par année de travail). Quelques mois avant l'âge de départ à

la retraite, il faudra vous adresser à l'agence CNR de la wilaya où vous avez travaillé.
Demande de paiement de mensualités manquantes/Appel à la CNR
Prière de bien vouloir prendre mon cas en considération pour le règlement des échéances qui demeurent sans suite. A noter que nous avons introduit une réclamation auprès de la Caisse d'assurance maladie de Rhone-Alpes qui confirme le versement intégral des mensualités réclamées à la CNR Alger. Echéances impayées : Décembre 2006 - février 2007 - août 2007 - septembre 2007 - novembre 2007 - décembre 2007 - janvier 2008. Devant cette situation qui complique ma vie quotidienne, je vous demande de bien vouloir prendre en charge mon dossier pour sa régularisation. A noter nos réclamations répétées auprès de la CNR qui restent sans suite. Laouar EP Bourouba, Akila, n°pension : VO 2004998

RÉPONSE : Cette lectrice lance un appel aux responsables de la CNR. Sera-t-elle entendue ? Récupérera-t-elle les mensualités manquantes, dont l'envoi par l'organisme français lui a été confirmé ? Où est passé cet argent ?
Taux de la pension de réversion

Je vous prie de bien vouloir m'informer sur les 2 points suivants : 1- Ayant cotisé à la CNR (caisse de retraite) pendant 40 ans de 1962 à 2002, je bénéficie actuellement d'une pension de retraite normale complète. Je voudrais savoir le taux de réversion au conjoint en cas de décès. 2- La législation du travail en Algérie permet-elle d'exercer deux activités rémunérées en parallèle, c'est-à-dire cumuler une activité dans le secteur d'Etat et une activité dans le secteur privé tout en payant les impôts (IRG) et les cotisations à la sécurité sociale. A. M., Belcourt, Alger

RÉPONSE : Le statut général de la Fonction publique interdit pour tout fonctionnaire le cumul de 2 activités, mais ce cumul n'est pas interdit pour un salarié d'une entreprise publique. Le montant de la pension de réversion est variable selon la qualité et le nombre de bénéficiaires : si le conjoint survivant est seul bénéficiaire, il a droit à une pension égale à 75% du montant de la pension du défunt.
Deux années de cotisations à récupérer
Je suis en retraite proportionnelle de la Sonitex. J'ai 2 années de travail effectuées à l'hôpital régional de Souk-Ahras en tant que commis aux écritures stagiaire, une attestation délivrée en 1975 faisant foi, et je voudrais ajouter ces 2 années pour relever ma modeste pension. A cette époque, notre caisse de retraite était la Campes, sise à la rue Bab-Ezzoun, Alger. Aujourd'hui, les archives de l'hôpital de cette période ont brûlé ou ont été égarées, donc mon numéro de sécurité sociale aussi. La CNR de Souk-Ahras me demande de lui fournir un état général de service émanant de l'hôpital et ce, malgré l'attestation de travail de 2 années + l'imprimé de carrière portant 2 années accomplies signé par le directeur. Comment je dois procéder pour obtenir gain de cause et prouver à la CNR que j'ai cotisé ? Je pense que pour la Fonction publique le problème ne se pose pas. M. Soli Med El-Hocine, Souk-Ahras

RÉPONSE : La trace de vos deux années de cotisation doit bien exister du côté du service de recouvrement de la Cnas. Par ailleurs, c'est à votre employeur — l'hôpital de Souk-Ahras — de fournir les documents nécessaires. Vous avez deux autres voies possibles : saisir la direction des reconstitutions de carrière auprès de la direction générale de la CNR à Alger, et introduire un recours auprès de la commission de recours de wilaya, puis la commission nationale éventuellement.